

# Pour une politique syndicale régionale

**B**EAUCOUP DE SYNDIQUÉS, toutes catégories confondues, ont conscience qu'il y a un problème au sein du Livre parisien, que le Comité inter est remis en cause, mais ils pensent aussi qu'il subsiste un fonctionnement au moins minimal permettant de régler les questions concrètes qui se posent. Ce n'est malheureusement même pas le cas.

D'autres, qui ont intégré l'idée du « syndicat unique », perçoivent l'existence des syndicats de métier comme un facteur négatif ; ils pensent que le Comité inter est une forme dépassée et aspirent à une organisation dans laquelle « tout le monde serait réuni », grâce à quoi « on serait plus fort devant les patrons ». Ces camarades ne réalisent pas que dans le Comité inter tout le monde était réuni et on était plus fort devant les patrons. Ces camarades ne réalisent pas que si le Comité inter n'existe plus, c'est parce que certaines de ses composantes ne veulent plus qu'il existe, et que l'existence d'un « syndicat unique », dans ces conditions, ne signifierait pas forcément qu'on « serait plus fort ».

Enfin, il y a ceux qui, n'ayant aucune expérience du syndicalisme d'industrie (appelé improprement « syndicat unique »), y voient néanmoins la solution de tous nos maux et qui, lorsqu'on les interroge, le confondent avec la fédération. Dans leur esprit, créer le « syndicat unique » revient tout simplement à transférer à la Fédération toutes les compétences, toutes les attributions et tous les pouvoirs des syndicats existants ; en somme un super-syndicat hyper-centralisé où les adhérents n'auraient plus aucune voix au chapitre.

Avant de se demander s'il doit y avoir une politique régionale pour le Livre, il faut d'abord se demander si toutes ses composantes sont d'accord pour qu'il y ait une politique régionale.

La première question qu'on doit se poser, en fait, n'est pas : « Le Comité inter doit-il continuer à exister ? » mais : « Doit-il, peut-il y avoir une politique régionale pour la presse parisienne ? »

Si on répond oui à la seconde question, on a évidemment la réponse à la première : le CILP n'était et n'est rien d'autre qu'une instance qui élabore et met en application une politique régionale.

Or, à partir du moment où une partie des composantes du Livre parisien estime qu'il n'y a plus lieu d'envisager une politique régionale, que les négociations ne doivent plus relever de l'instance régionale, mais de la Fédération, que la convention collective régionale n'est plus un cadre adéquat, que les statuts peuvent être revus à la baisse pour ratisser plus large, alors évidemment la politique régionale n'a plus lieu d'être ; et le Comité inter non plus.

Le problème est que les dirigeants du Livre qui développent ces points de vue ne le disent pas ouvertement ; beaucoup de travailleurs se laissent abuser et pensent que la crise qui touche le Livre parisien est soit un « conflit de personnalités » soit une crise passagère qui finira bien par se résoudre.

Ceux qui connaissent un peu notre histoire savent que, depuis de nombreuses années, la direction de la Fédération du livre souhaite diriger la politique syndicale pour toutes les formes de presse, y compris la presse quotidienne nationale, et qu'en conséquence elle s'oppose à l'existence d'une instance régionale ayant une capacité à négocier avec le patronat. Il est à noter que la Fédération, aujourd'hui, a décidé de supprimer toutes les instances régionales ; apparemment, tout groupe élu par les syndicats de base gêne. Pour ce qui concerne la région parisienne, c'est en application d'une stratégie qui vise à éliminer une telle organisation, en l'occurrence le Comité intersyndical du Livre parisien, qu'a été lancée l'idée d'un syndicat d'industrie.

La vérité est qu'il s'agit bien d'une opposition entre deux politiques syndicales inconciliables et qu'il faudra bien, un jour, que les syndiqués fassent leur choix, en connaissance de cause.

Malgré les divergences souvent profondes qui, dans le passé, se sont manifestées au sein de notre organisation régionale, le sentiment de l'unité avait toujours prévalu. Tout le monde avait conscience que seule l'unité permettait de conserver sa force à la CGT du Livre.

Si les divisions qui nous secouent ne sont pas résolues à temps, il est à craindre que nous nous trouvions, à terme, avec de jeunes générations de militants qui n'auront plus cette culture de l'unité. Ce serait une catastrophe pour tout le monde.

Afin de faire mieux comprendre la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, j'ai demandé à Jacky Toublet, qui a longtemps été membre du comité syndical, secrétaire ou secrétaire adjoint, et demeure un témoin privilégié de l'histoire récente de notre syndicat, de nous donner quelques éléments, tirés de son expérience, pour comprendre la genèse de ce qu'on appelle l'« alliance » entre les correcteurs et les imprimeurs rotativistes.

En effet, les raisons et les enjeux de cette « alliance » ne sont pas toujours compris, alors qu'elle est un élément essentiel de notre insertion dans une politique régionale ; en outre, certains camarades pensent en toute bonne foi qu'elle est un fait récent dans l'histoire de notre syndicat, alors qu'elle est le résultat d'un processus commencé il y a plus de quinze ans.

René BERTHIER